

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/10/ARG/1/Suppl.1

G/SG/N/11/ARG/1/Suppl.1

10 octobre 1997

(97-4345)

Comité des sauvegardes

Original: espagnol

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 c) ET DE LA NOTE
DE BAS DE PAGE 2 RELATIVE A L'ARTICLE 9 DE
L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES

ARGENTINE

Supplément

La Mission permanente de l'Argentine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 26 septembre 1997.

J'ai l'honneur de communiquer au Comité des sauvegardes copie de la Décision n° 987/97, publiée au Journal officiel de la République argentine n° 28.729 du 12 septembre 1997.

Par cette décision, il est mis fin à l'enquête ouverte en temps utile au sujet des importations de chaussures, et il est institué, à partir du 13 septembre 1997, une mesure de sauvegarde définitive sur les importations des produits indiqués à l'annexe I de ladite décision. En outre, conformément aux dispositions de l'Accord sur les sauvegardes, un calendrier est établi pour la libéralisation progressive de cette mesure.

VU le dossier n° 061-003358/96 du Registre du Ministère de l'économie et des travaux et services publics, et

CONSIDERANT:

Qu'une enquête aux fins de l'application de mesures de sauvegarde à l'égard des importations de chaussures a été ouverte, et une mesure de sauvegarde provisoire sous forme de droits spécifiques minimaux provisoires instituée, en vertu de la Décision n° 226 du Ministère de l'économie et des travaux et services publics, datée du 14 février 1997 et publiée au Journal officiel du 24 février de la même année;

Qu'après l'ouverture de l'enquête et conformément à l'article 3 de l'Accord sur les sauvegardes approuvé en vertu de la Loi n° 24.425, et à l'article 13 e) du Décret n° 1059 du 19 septembre 1996, publié au Journal officiel du 24 septembre de la même année, une audition a eu lieu le 24 avril 1997 afin que les parties à l'enquête puissent présenter leurs arguments;

Que la Commission nationale du commerce extérieur, organe décentralisé relevant du Secrétariat à l'industrie, au commerce et aux mines du Ministère de l'économie et des travaux et services publics, a déterminé, par la Décision n° 338 du 12 juin 1997, ce qui suit "l'accroissement des importations cause un dommage grave à la branche de production nationale et il existe une menace additionnelle de dommage en l'absence de mesures de sauvegarde";

Qu'il convient de préciser que l'organe susmentionné a déterminé que les importations, mesurées en valeur c.a.f. ou en nombre de paires, s'étaient accrues, tant dans l'absolu que par rapport à la production nationale, pendant la période 1991-1996, surtout en ce qui concernait les chaussures de sport de compétition;

Qu'il est également parvenu à la conclusion que la part du marché intérieur détenue par les importations avait substantiellement augmenté;

Que les importations, en raison de leurs prix inférieurs, ont exercé une forte pression sur la branche de production nationale de chaussures, en affectant notablement son activité et ses résultats;

Qu'il y a eu une détérioration de la situation de la branche de production se traduisant par une réduction de l'emploi, une augmentation des stocks et une dégradation de la situation économique et financière des entreprises nationales de cette branche;

Qu'en ce qui concerne l'intérêt public, la Commission susmentionnée affirme qu'une mesure de sauvegarde n'aura pas une incidence plus grande sur les consommateurs pour ce qui est des prix et de l'approvisionnement;

Que le Sous-Secrétariat au commerce extérieur, qui est rattaché au Secrétariat à l'industrie, au commerce et aux mines du Ministère de l'économie et des travaux et services publics, a établi ce qui suit "les importations de chaussures ont augmenté en termes absolus pendant la période couverte par l'enquête";

Que le Secrétariat à l'industrie, au commerce et aux mines du Ministère de l'économie et des travaux et services publics a déterminé qu'il existait un lien de causalité entre l'accroissement des importations de chaussures, dans l'absolu et par rapport à la production nationale, et le dommage grave pour la branche de production du secteur ayant présenté la demande, pendant la période couverte par l'enquête, et a recommandé l'application d'une mesure de sauvegarde;

Que le requérant a présenté un plan d'ajustement en s'engageant à l'appliquer et à atteindre les objectifs qui y étaient inscrits, sous la supervision de l'autorité responsable;

Que, après vérification de l'existence des circonstances requises aux termes de l'article 18 du Décret n° 1059 du 19 septembre 1996 publié au Journal officiel du 24 septembre de la même année, et après analyse par le Secrétariat à l'industrie, au commerce et aux mines des rapports techniques visés à l'article 15 du décret susmentionné, il est établi que les conditions juridiques et autres critères d'opportunité, de bien-fondé et de pertinence justifiant l'application d'une mesure de sauvegarde sont remplis;

Que, par conséquent, la mesure sera mise en oeuvre sous la forme de droits spécifiques minimaux pour chaque position tarifaire de la nomenclature commune du MERCOSUR correspondant aux produits visés, comme cela est indiqué dans l'annexe I qui fait partie intégrante de la présente décision;

Qu'il est pertinent de préciser qu'il existe certains types de chaussures non fabriqués dans le pays qui ne peuvent pas être remplacés par des chaussures de fabrication locale, en particulier les chaussures de ski et de surf des neiges, pour lesquels il n'est pas établi de mesure de sauvegarde;

Qu'il a été constaté que la valeur des importations au titre de certaines positions tarifaires de la nomenclature commune du MERCOSUR n'était pas, d'après les données pour l'année 1996, significative;

Que, par conséquent, les positions tarifaires susmentionnées ne seront pas visées par la mesure de sauvegarde sous réserve qu'à compter de 1997, les quantités importées n'augmentent pas car l'effet de la présente mesure s'en trouverait affaibli;

Que le paragraphe 1 de l'article 9 de l'Accord sur les sauvegardes dispose que la situation des pays en développement Membres de l'Organisation mondiale du commerce doit être examinée, et que l'existence d'un groupe de pays en développement ne contribuant pas pour plus de 3 pour cent individuellement et 9 pour cent collectivement aux importations a été établie sur la base des importations réalisées en 1996;

Que les importations des pays en développement Membres de l'Organisation mondiale du commerce pourraient évoluer et qu'en cas d'augmentation, le traitement accordé pourrait être révisé;

Que les notifications requises aux paragraphes 1 et 4 de l'article 12, et dans la note de bas de page relative au paragraphe 1 de l'article 9 de l'Accord sur les sauvegardes incorporé à notre législation en vertu de la Loi n° 24.425 ont été présentées au Comité des sauvegardes;

Que les consultations prévues aux paragraphes 3 et 4 de l'article 12 dudit accord ont été tenues;

Que la présente mesure devra être appliquée conformément aux accords internationaux en vigueur, qu'ils soient multilatéraux, régionaux ou bilatéraux;

Que l'effet de la mesure sur les importations de marchandises originaires et en provenance des Etats membres du MERCOSUR doit être conforme aux dispositions qui y sont en vigueur;

Que, conformément aux analyses mentionnées dans le rapport du Secrétariat à l'industrie, au commerce et aux mines, il est jugé approprié de fixer la durée d'application de la mesure à trois (3) ans, y compris la période d'application des mesures provisoires établies à l'article 2 de la Décision n° 226 du Ministère de l'économie et des travaux et services publics, datée du 14 février 1997 et publiée au

Journal officiel du 24 février de la même année, leur suspension ayant été annulée en vertu de la décision rendue le 22 août 1997 par la quatrième Chambre de la Cour nationale d'appel du contentieux administratif fédéral, dans l'affaire n° 8447/97;

Que la Direction générale des affaires juridiques du Ministère de l'économie et des travaux et services publics a pris les dispositions qui relèvent de sa compétence;

Que, comme il ressort de ce qui précède, les circonstances exceptionnelles requises par la Loi n° 24.425 aux fins de l'application de mesures de sauvegarde sont réunies;

Que, conformément à l'alinéa b) de l'article 2 de la Décision n° 763 du Ministère de l'économie et des travaux et services publics, datée du 7 juin 1996 et publiée au Journal officiel du 13 juin de la même année, le Secrétariat à l'industrie, au commerce et aux mines, en qualité d'autorité responsable, est habilité à demander que le certificat d'origine soit présenté lors de l'importation d'une marchandise frappée d'une mesure de sauvegarde;

Que, conformément à la disposition mentionnée dans le considérant précédent, il est nécessaire d'informer la Direction générale des douanes, qui relève de l'Administration fédérale des recettes publiques du Ministère de l'économie et des travaux et services publics, afin qu'elle exige la présentation desdits certificats;

Que la présente décision est rendue dans l'exercice des pouvoirs définis dans la Loi n° 24.425 et l'article 36 du Décret n° 1059 du 19 septembre 1996, publié au Journal officiel du 24 septembre de la même année;

En conséquence,

Le Ministre de l'économie et des travaux et services publics décide ce qui suit:

Article premier - Il est mis fin à l'enquête en matière de sauvegardes concernant les importations de chaussures mises à la consommation sous les positions de la nomenclature commune du MERCOSUR 6401.10.00, 6401.91.00, 6401.92.00, 6401.99.00, 6402.12.00, 6402.19.00, 6402.20.00, 6402.30.00, 6402.91.00, 6402.99.00, 6403.12.00, 6403.19.00, 6403.20.00, 6403.30.00, 6403.40.00, 6403.51.00, 6403.59.00, 6403.91.00, 6403.99.00, 6404.11.00, 6404.19.00, 6404.20.00, 6405.10.10, 6405.10.20, 6405.10.90, 6405.20.00, 6405.90.00.

Article 2 - Il est institué une mesure de sauvegarde sous forme de droits spécifiques minimaux à l'égard des importations des produits énumérés à l'annexe I, qui fait partie intégrante de la présente décision et comprend le calendrier de libéralisation correspondant.

Article 3 - La mesure de sauvegarde visée à l'article 2 de la présente décision sera libéralisée progressivement conformément au calendrier reproduit à l'annexe I susmentionnée.

Article 4 - Ne sont pas visées par la mesure imposée les importations originaires de la République de Corée, du Royaume de Thaïlande, de la République des Philippines, de la République du Chili, de Hong Kong, des Etats-Unis du Mexique, de Macao, de la Malaisie, de la République de l'Inde, de la République sud-africaine, de la République de Singapour, de la République d'El Salvador, de la République de Bolivie, de la République du Pérou, de la République arabe d'Egypte, de l'Etat d'Israël, de la République du Honduras, de la République de Colombie et de Sri Lanka, étant donné qu'elles entrent dans le cadre de l'exception prévue au paragraphe 1 de l'article 9 de l'Accord sur les sauvegardes

incorporé dans notre législation en vertu de la Loi n° 24.425. Si ces importations augmentent et dépassent les pourcentages prévus par la disposition susmentionnée, le traitement accordé sera révisé.

Article 5 - Pour l'importation définitive aux fins de consommation des marchandises visées à l'annexe I qui ne sont pas admises au bénéfice d'un traitement préférentiel et sont assujetties à la mesure de sauvegarde établie à l'article 2 de la présente décision, un certificat d'origine sera exigé, conformément à l'alinéa b) de l'article 2 de la Décision n° 763 du Ministère de l'économie et des travaux et services publics du 7 juin 1996 et aux règles complémentaires, à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente décision.

Article 6 - La mesure de sauvegarde instituée s'appliquera pendant trois (3) ans à compter du 25 février 1997.

Article 7 - Cette mesure est notifiée au Comité des sauvegardes de l'Organisation mondiale du commerce, conformément à l'article 26 du Décret n° 1059 du 19 septembre 1996, publié au Journal officiel du 24 septembre de la même année.

Article 8 - S'agissant des importations originaires et en provenance des Etats membres du MERCOSUR, le Règlement relatif à l'application de mesures de sauvegarde aux importations en provenance de pays non membres du MERCOSUR, approuvé en vertu de la Décision n° 17/96 du Conseil du Marché commun, est d'application. Néanmoins, le Conseil du Marché commun est invité à se prononcer sur la portée des dispositions dudit règlement; à cette fin, la notification pertinente est présentée au Président *pro tempore* du MERCOSUR et il est demandé que la présente consultation soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion suivante du Conseil du Marché commun du MERCOSUR.

Article 9 - Le Secrétariat à l'industrie, au commerce et aux mines est chargé de superviser les importations totales ainsi que le plan d'ajustement qui définit les engagements souscrits par le requérant.

- a) A cet effet, le Secrétaire à l'industrie, au commerce et aux mines établira un rapport pour déterminer si les importations assujetties aux mesures de sauvegarde et les importations originaires des pays visés au paragraphe 1 de l'article 9 de l'Accord sur les sauvegardes ont augmenté. Dans ce rapport, les importations totales pour la période de septembre 1997 à août 1998, mesurées en nombre de paires, seront comparées aux importations totales réalisées au cours des douze (12) mois précédant immédiatement septembre 1997.

Le Ministre de l'économie et des travaux et services publics examinera le rapport du Secrétaire à l'industrie, au commerce et aux mines et, si les importations ont augmenté de plus de trente pour cent (30%), il pourra annuler la libéralisation prévue pour la période allant du 16 décembre 1998 au 31 juillet 1999, auquel cas la mesure alors en vigueur le restera jusqu'au 31 juillet 1999 et le calendrier de libéralisation prévu à l'annexe I de la présente décision sera maintenu jusqu'à la fin de la période d'application de la mesure de sauvegarde.

- b) Le requérant devra présenter, le 30 septembre 1998, un rapport indiquant dans quelle mesure les engagements souscrits dans le cadre du plan d'ajustement ont été respectés.

Le Secrétaire présentera ses conclusions concernant le respect du plan d'ajustement au Ministre pour examen, et celui-ci pourra décider d'annuler la mesure de sauvegarde s'il s'avère que ledit plan n'a pas été respecté.

Le Secrétaire devra présenter les rapports au Ministre au minimum trente (30) jours avant le 16 décembre 1998.

Article 10 - La présente décision entrera en vigueur le 13 septembre 1997.

Article 11 - Pour communication, publication et transmission à la Direction nationale du Registre officiel, et classement.

DECISION N° 987

M. Roque Benjamin Fernandez
Ministre de l'économie et des travaux et services publics

Annexe I de la Décision n° 987

Droits spécifiques minimaux à l'importation de chaussures (Dollars EU par paire)				
Position tarifaire	Mesure de sauvegarde	Calendrier de la libéralisation		
	du 13.09.97 au 30.04.98	du 01.05.98 au 15.12.98	du 16.12.98 au 31.07.99	du 01.08.99 au 25.02.2000
6401.10.00	0,00	0,00	0,00	0,00
6401.91.00	0,00	0,00	0,00	0,00
6401.92.00	2,58	2,51	2,44	2,36
6401.99.00	2,26	2,20	2,14	2,07
6402.12.00	0,00	0,00	0,00	0,00
6402.19.00	7,40	7,10	6,40	4,90
6402.20.00	0,00	0,00	0,00	0,00
6402.30.00	0,00	0,00	0,00	0,00
6402.91.00	7,00	6,80	6,40	5,64
6402.99.00	6,30	6,10	5,65	4,45
6403.12.00	0,00	0,00	0,00	0,00
6403.19.00	12,10	11,70	10,60	8,10
6403.20.00	0,00	0,00	0,00	0,00
6403.30.00	0,00	0,00	0,00	0,00
6403.40.00	14,51	14,11	13,71	13,30
6403.51.00	13,32	12,95	12,58	12,21
6403.59.00	16,09	15,64	15,19	14,75
6403.91.00	10,40	10,00	9,15	7,04
6403.99.00	7,30	7,10	6,60	5,39
6404.11.00	7,00	6,80	6,25	4,90
6404.19.00	2,50	2,36	2,14	1,79
6404.20.00	0,00	0,00	0,00	0,00
6405.10.10	7,30	6,91	6,32	5,39
6405.10.20	7,30	6,91	6,32	5,39
6405.10.90	7,30	6,91	6,32	5,39
6405.20.00*	0,84	0,80	0,75	0,68
6405.90.00	7,30	6,91	6,32	5,39

*A l'exception des chaussures à semelles extérieures et à dessus en laine feutrée.